



Veille européenne

Bulletin n°14 : Avril 2017

Sommaire

FISCALITE	4
PANAMA PAPERS	4
27 avril 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale	4
○ Audition publique.....	4
26 avril 2017 – Parlement européen	4
○ Etude	4
26 avril 2017 – Parlement européen	4
○ Etude	4
SECURITE FISCALE	4
7 et 8 avril 2017 – Conseil de l’UE informel, formation Affaires économiques (EcoFin)	4
○ Discussion.....	4
DONNEES PERSONNELLES	5
ACCORD SUR L’ECHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD) .	5
23 avril 2017 – Gouvernement américain	5
○ Recours.....	5
19 avril 2017 – Contrôleur européen de la protection des données	5
○ Déclaration	5
13 avril 2017 – Commission européenne	5
○ Demande de rejet des recours	5
6 avril 2017 – Parlement européen	5
○ Adoption de la résolution.....	5
5 avril 2017 – Commissaire en charge de la Justice	5
○ Débat.....	5

REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES	6
5 avril 2017 – Cabinet Vanson Bourne	6
○ Etude	6
5 avril 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29).....	6
○ Lignes directrices.....	6
LIBRE CIRCULATION DES DONNEES	6
27 avril 2017 – Eurodéputés	6
○ Lettre	6
MARCHE INTERIEUR	7
COMPETITIVITE	7
27 avril 2017 – Commission européenne	7
○ Documents de travail	7
6 avril 2017 – Conseil de l’UE informel, formation Compétitivité.....	7
○ Discussion.....	7
ACTIONNARIAT	7
3 avril 2017 – Conseil de l’UE, formation Agriculture	7
○ Aval.....	7
EMPLOI	8
PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX	8
26 avril 2017 – Commission européenne	8
○ Publication des propositions	8
TRAVAILLEURS DETACHES	8
27 avril 2017 – Cour de Justice de l’UE	8
○ Arrêt	8
7 avril 2017 – Présidence maltaise du Conseil	8
○ Proposition de compromis	8

6 avril 2017 – Eurostat	9
○ Etude	9
STRATEGIE POUR LES COMPETENCES	9
23 avril 2017 – Parlement européen	9
○ Note.....	9
11 avril 2017 – Organisation pour la coopération et le développement économique.....	9
○ Rapport.....	9
ANALYSE DE L’EMPLOI ET DE LA SITUATION SOCIALE	9
3 et 4 avril 2017 – Conseil de l’UE informel, formation Emploi et Affaires sociales.....	9
○ Discussion.....	9

FISCALITE

PANAMA PAPERS

27 avril 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale

- Audition publique

La commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale a discuté des résultats des études qu’elle avait diligentées. Les députés ont parlé de l’impact de l’évasion fiscale et du blanchiment d’argent sur l’économie et les finances des Etats, ainsi que de la responsabilité des Etats membres pour combler les vides juridiques. La prochaine réunion de la commission aura lieu le 2 mai.

26 avril 2017 – Parlement européen

- Etude

En complément des auditions organisées par la commission d’enquête, le service de recherche du Parlement a publié une [étude](#) sur le rôle des conseillers dans les montages d’optimisation fiscale. Ces conseillers ne sont généralement soumis à aucune règle et travaillent pour des intermédiaires (cabinets d’avocat, comptables). L’étude recommande de les soumettre à des règles d’indépendance et de responsabilité ainsi qu’à les obliger à rédiger des rapports réguliers sur leurs activités.

26 avril 2017 – Parlement européen

- Etude

Le service de recherche du Parlement a publié une [étude](#) sur les règles d’indépendance et de responsabilité auxquelles devraient être soumis les conseillers des montages d’optimisation fiscale. Elle recommande en particulier de développer au niveau européen des normes éthiques que les conseillers devraient suivre, de créer une profession de conseiller indépendant dans les Etats ou encore de prévoir des sanctions pour ceux qui ne respecteraient pas ces normes.

SECURITE FISCALE

7 et 8 avril 2017 – Conseil de l’UE informel, formation Affaires économiques (EcoFin)

- Discussion

Les ministres des Affaires économiques ont procédé à un échange de vues sur la façon dont le système fiscal international a connu des changements rapides lors de la dernière décennie afin de créer un environnement plus solide pour la croissance globale. Ils ont rappelé que l’UE avait toujours joué un rôle important pour façonner le système fiscal mondial et qu’il fallait qu’elle garde cette faculté.

DONNEES PERSONNELLES

ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)

23 avril 2017 – Gouvernement américain

- Recours

Le gouvernement américain a demandé à intervenir dans les recours déposés par Les Exégètes amateurs et Digital Rights Ireland qui demandent à la justice européenne d'annuler le Privacy Shield.

19 avril 2017 – Contrôleur européen de la protection des données

- Déclaration

A l'occasion d'une réunion à Europol, le Contrôleur européen de la protection des données, Giovanni Buttarelli, a estimé que la suppression des règles de protection des données pour les fournisseurs d'accès à internet ne rassure pas sur la volonté de l'administration Trump de préserver la vie privée.

13 avril 2017 – Commission européenne

- Demande de rejet des recours

La Commission a demandé aux juges du tribunal de l'UE, devant lequel les deux organisations Digital Rights Ireland et Les exégètes amateurs ont porté l'accord transatlantique de flux de données, de rejeter ces actions en justice avant d'entendre les plaignants. [L'article de MLex](#).

6 avril 2017 – Parlement européen

- Adoption de la résolution

Les eurodéputés ont adopté en plénière la [proposition de résolution](#) du travailliste britannique Claude Moraes par 306 voix en faveur (240 contre et 40 abstentions). Elle déplore que la surveillance de masse reste possible et elle invite la Commission à obtenir davantage de concessions de la part des Etats-Unis à l'occasion de la première révision de l'accord en septembre. Les groupes de centre-droit et des conservateurs avaient déposé une [proposition de résolution concurrente](#) juste avant le vote en plénière mais elle n'a pas été mise aux voix car celle de Claude Moraes a été adoptée en premier.

5 avril 2017 – Commissaire en charge de la Justice

- Débat

A l'occasion du débat précédant le vote en plénière sur la résolution sur le Privacy Shield, la commissaire en charge de la Justice, Vera Jourova a expliqué que la première révision conjointe de l'accord prévue en septembre portera sur le degré de conformité des entreprises américaines certifiées avec les principes du Privacy Shield. Elle évaluera la façon dont le département américain du Commerce et la Federal Trade Commission certifient les entreprises, surveillent leur conformité et coopèrent avec les autorités de protection des données. Elle examinera si le rôle de Médiateur fonctionne et elle recensera tout changement de législation américaine potentiellement préoccupant.

REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES

5 avril 2017 – Cabinet Vanson Bourne

- Etude

Une [étude](#) diligentée par Veritas Technologies indique que la moitié des 900 entreprises américaines, européennes et asiatiques interrogées estiment qu'elles ne seront pas prêtes à mettre en œuvre le règlement sur la protection des données personnelles d'ici le 25 mai 2018. Leur plus grande crainte concerne le montant des pénalités, qui peut atteindre 4% du chiffre d'affaire mondial du groupe. L'étude révèle aussi que près de 40% de ces entreprises se savent pas où leurs données sont localisées.

5 avril 2017 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29)

- Lignes directrices

A l'occasion de sa séance plénière, le G29 a adopté la version définitive des lignes directrices sur trois dispositions du règlement sur la protection des données personnelles qui portent sur le droit à la portabilité des données, sur le délégué à la protection des données personnelles et sur l'autorité de surveillance en charge. Le G29 a également adopté des lignes directrices sur deux notions présentes dans le règlement : l'analyse d'impact en matière de protection des données et la qualification de « probabilité de risque élevé ». Les parties prenantes qui le souhaitent ont jusqu'au 23 mai 2017 pour envoyer leurs commentaires sur ces lignes directrices (cf. le [site](#) du G29).

LIBRE CIRCULATION DES DONNEES

27 avril 2017 – Eurodéputés

- Lettre

Des eurodéputés du Parti populaire européen et des Libéraux ont envoyé une [lettre](#) au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, pour demander un règlement sur la libre circulation des données. Affirmant que les obligations de localisation de données « sont rarement justifiées économiquement », ils reconnaissent que des limitations à leur circulation peuvent s'expliquer par des considérations de sécurité nationale mais que cela doit rester une exception. Ils rappellent le soutien de certains États à une proposition législative et ils demandent au président Juncker d'« agir ».

MARCHE INTERIEUR

COMPETITIVITE

27 avril 2017 – Commission européenne

- Documents de travail

La Commission européenne a envoyé deux documents de travail au groupe de travail du Conseil sur la compétitivité en prévision de sa réunion du 4 mai. Le [premier](#) fait le bilan de la stratégie pour le marché unique adoptée en 2015 en annonçant que les deux tiers des mesures ont été présentées et le dernier tiers (qui contient des mesures sur l'application des règles, sur les biens et sur les marchés publics) serait présenté en 2017. Le [second](#) document pose des questions au groupe s, par exemple sur la perception qu'ont les Etats de l'action de la Commission sur les politiques du marché intérieur.

6 avril 2017 – Conseil de l'UE informel, formation Compétitivité

- Discussion

La présidence maltaise a décidé d'organiser un Conseil informel afin de parler des moyens de créer et de renforcer l'écosystème européen de start-ups et leur déploiement. Les ministres ont également parlé des PME en insistant sur les difficultés qu'elles rencontraient (accès à la finance, allocation des ressources, capital humain, création de capacités). Enfin, ils ont lancé une [plateforme paneuropéenne](#), prénommée « Idées de l'Europe », afin de connecter les entrepreneurs et innovateurs avec les parties prenantes nécessaires pour les aider à se déployer.

ACTIONNARIAT

3 avril 2017 – Conseil de l'UE, formation Agriculture

- Aval

Le Conseil a adopté sans débat le compromis trouvé avec le Parlement sur une proposition qui révisé la [directive](#) de 2007 sur les droits des actionnaires. Le nouveau texte promeut un engagement actif, transparent et à long terme des actionnaires et il introduit des dispositions en matière de rémunération des administrateurs, d'identification et de facilitation de l'exercice des droits des actionnaires ainsi que de transparence des investisseurs institutionnels, des gestionnaires d'actifs et des conseillers en vote. Le Parlement avait [validé](#) ce compromis le mois dernier avec une large majorité. Il doit désormais être publié au journal officiel de l'UE.

EMPLOI

PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX

26 avril 2017 – Commission européenne

- Publication des propositions

La Commission européenne a présenté [une communication](#) sur le pilier européen pour les droits sociaux. Ce texte présente [20 droits et principes clés](#) indispensables pour avoir des marchés du travail et des systèmes de sécurité sociale qui fonctionnent. La Commission veut faire de ce texte une référence pour faire converger vers le haut les conditions de vie et de travail en Europe. Elle a également publié une [proposition de directive](#) sur l'équilibre emploi-vie privée et des [lignes directrices](#) sur la directive temps de travail. Elle a lancé deux consultations avec les partenaires sociaux, l'une sur la [directive](#) de 1991 qui permet à l'employé d'avoir notifié par écrit les aspects essentiels de sa relation d'emploi et l'autre sur la nécessité de règles en matière d'accès à la protection sociale.

TRAVAILLEURS DETACHES

27 avril 2017 – Cour de Justice de l'UE

- Arrêt

La Cour de justice de l'UE a rendu un arrêt dans l'affaire opposant les autorités françaises, qui contestaient les formulaires actant le détachement de travailleurs, à l'Allemagne. La France souhaitait invalider unilatéralement ces formulaires de détachement allemands d'envoi du salarié car elle n'était pas satisfaite de la procédure prévue en cas de litige. La Cour a répondu que c'était impossible et qu'elle ne pouvait pas vérifier les formulaires délivrés par d'autres Etats. [L'article](#) de Contexte.

7 avril 2017 – Présidence maltaise du Conseil

- Proposition de compromis

La présidence maltaise du Conseil a fait un [second projet de compromis](#) sur la directive sur le détachement des travailleurs. Il aborde l'épineuse question du salaire minimum : se fondant sur la définition de la rémunération par la CJUE, il insiste sur la prérogative des États en la matière et prévoit un délai de quatre ans après l'entrée en vigueur du texte pour appliquer l'article sur la rémunération au lieu de deux ans pour le reste du texte. Ce compromis est discuté par les représentants des Etats dans le groupe de travail du Conseil.

6 avril 2017 – Eurostat

- Etude

L'institut de statistiques européen a publié une [étude](#) sur le coût de la main d'œuvre dans l'UE en 2016. Les coûts horaires ont été estimés en moyenne à 25,4€ dans l'UE et à 29,8€ dans la zone euro. Toutefois, ces moyennes masquent des écarts importants entre les États, les coûts horaires de la main d'œuvre les plus faibles ayant été enregistrés en Bulgarie (4,4€), en Roumanie (5,5€), en Lituanie (7,3€), en Lettonie (7,5€), en Hongrie (8,3€) et en Pologne (8,6€). Les coûts les plus élevés se trouvent quant à eux au Danemark (42€), en Belgique (39€), en Suède (38€), au Luxembourg (36€) et en France (35€).

STRATEGIE POUR LES COMPETENCES

23 avril 2017 – Parlement européen

- Note

Le service de recherche du Parlement européen a publié une [note](#) sur l'avenir du travail dans l'UE. Elle indique que les changements économiques et techniques sont en train de bouleverser le monde du travail et que des politiques actives pour le marché du travail sont nécessaires, en particulier en matière de sécurité sociale et de nouvelles compétences numériques.

11 avril 2017 – Organisation pour la coopération et le développement économique

- Rapport

La Commission européenne a salué le [rapport](#) publié par l'OCDE sur les compétences. Il examine la manière dont les gouvernements utilisent les incitants financiers afin de promouvoir un meilleur alignement des besoins du marché du travail avec l'offre de compétences. Il s'inscrit dans la ligne de la nouvelle stratégie en matière de compétences que la Commission a lancée en juin 2016 en ce qui concerne l'amélioration des informations sur le sujet et la qualité des compétences.

ANALYSE DE L'EMPLOI ET DE LA SITUATION SOCIALE

3 et 4 avril 2017 – Conseil de l'UE informel, formation Emploi et Affaires sociales

- Discussion

La présidence maltaise du Conseil a choisi de convier les ministres de l'Emploi et des Affaires sociales à une réunion informelle, ce qui signifie qu'ils n'ont pas adopté de conclusions à l'issue de leurs débats. Le thème était « Faire payer le travail » et les ministres ont discuté des principes permettant de combattre les inégalités sur le marché du travail et de reconnaître l'interdépendance entre les politiques éducatives, économiques et sociales. Le [discours](#) de la commissaire à l'Emploi.